

R O M Y V E L I N E S

**Collectif de soutien aux familles roms de la plaine de Triel-Chanteloup,
membre du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope.**

Association pour la scolarisation des enfants du voyage (ASEV),
Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC 78 nord)
Confédération syndicale des Familles_Epône (CSF), Droit au Logement (DAL),
Ligue des Droits de l'Homme (LDH),
Le Nigloo en colère_Union Française des Associations Tsiganes (UFAT),
Réseau Education sans Frontières (RESF), et des voisins membres à titre individuel.

Comité Français pour l'UNICEF
Monsieur Cheyrouze Jean Luc
64 Rue Royale
78000 Versailles

Le 4 octobre 2010

Monsieur le Président,

Vous avez été invité par Monsieur AÏT maire de Carrières sous Poissy et Madame Maryline CHIVE Conseillère municipale déléguée aux affaires scolaires à vous rendre ensemble dans les écoles de la ville. Par la pose d'un tableau « Carrières, ville amie des enfants », la ville a souhaité réaffirmer son appartenance à ce réseau porté par l'UNICEF France.

Cette journée a été l'occasion d'une sensibilisation aux multiples notions liées à la Paix (Droits de l'homme et du citoyen, droit des enfants, égalité, tolérance...) comme l'a rappelé Monsieur AÏT « la paix se construit de multiples façons.

A l'échelle de notre territoire, éducation et sensibilisation demeurent des instruments de premiers ordres ».

A la lecture de ces propos, nous ne pourrions qu'y adhérer car, qui ne peut pas être sensibilisé pour le droit à la culture, à l'éducation, la paix et l'épanouissement serein de tous les enfants.

Seulement voilà... La réalité est toute autre ...

Monsieur AÏT a envoyé le 6 août dernier un courrier à Mr SARKOZY pour lui demander :

« Une mise en œuvre concrète » de l'évacuation des camps de Roms dont celui de Triel.

Le 20 août, 15 cars de police se sont rendus sur les lieux dès 7h 30 du matin.

Nous étions dès 5h présents avec une amie. Alertés, d'autres du Collectif sont arrivés ensuite.

Nous avons pu voir la mise en application de ce triste stratagème voulu par le maire, renversant, piétinant la dignité humaine, les droits de l'homme, la tolérance, les droits de l'enfants...

Tout cela entraînant une peur légitime due à la présence d'une centaine d'hommes armés distribuant des OQTF (Obligation de quitter le territoire français), des APRF (arrêté préfectoral de reconduite à la frontière). Les hommes du camp s'étaient cachés. Des femmes et des enfants, traumatisés, pleuraient.

Notre collectif a vivement dénoncé cette situation (voir communiqué).

Vendredi 1^{er} octobre une fois encore, une trentaine de policiers ont une nouvelle fois envahi le camp pour distribuer des OQTF avec menace de détruire les caravanes si les personnes concernées n'avaient pas quitté les lieux d'ici 48h ce qui n'est pas fondé juridiquement.

(Voir notre nouveau communiqué en Pièce jointe).

Voilà, Mr le Président ce que nous souhaitons vous dire.

La triste et pure vérité sur les comportements de Mr AIT, diamétralement opposés à l'image d'homme humaniste que Mr le Maire vice - président de la communauté de Commune et Conseiller Régional voudrait donner.

Selon cet élu : une ville des enfants mais pas pour les enfants roms ..

Nous vous prions de croire Mr le Président à l'assurance de nos sentiments humanistes les meilleurs.

Pour le Collectif romsyvelines
Mallet Michel